



Paris - Cnam

30 avril 2019

Le forum

« initiatives & territoires »

*pour l'accueil et l'intégration
des personnes réfugiées*



MINISTÈRE
DE
L'INTÉRIEUR

Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés
Adresse postale : Place Beauvau - 75800 Paris Cedex 08
Bureaux : 18, rue des Pyrénées Paris 20^{ème}
contact-diAir@interieur.gouv.fr - tél. +33 (0)1 72 71 69 75
www.accueil-integration-refugies.fr



Le rôle majeur d'une délégation interministérielle est d'assurer la fonction d'assembler des services de l'Etat en premier lieu, mais aussi de tous les acteurs institutionnels et associatifs notamment, à travers le pays.

Faire vivre la Stratégie nationale d'accueil et d'intégration des réfugiés n'a de sens qu'au plus près des personnes elles-mêmes, dans les territoires qui les accueillent.

C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité ce premier Forum des initiatives et des territoires pour l'accueil et l'intégration des personnes réfugiées.

Il se tient dans un lieu chargé d'histoire, le Conservatoire national des arts et des métiers. Fondé pendant la révolution, le Cnam marque le meilleur du « génie français » et de sa transmission.

L'intégration des réfugiés est un défi majeur de notre temps, retisser du lien commun et rebâtir les fondations du vivre ensemble sont des démarches indispensables dans notre société. L'Etat, s'il fixe un cadre, ne peut rien sans l'engagement des territoires, des femmes et hommes qui les habitent.

Tout au long de cette journée, les présentations des initiatives mises en oeuvre vont se succéder, et viendront démontrer que ce grand chantier est possible à développer et qu'il est porteur de sens. Oui, il nous faut lever les hésitations, voire les oppositions, mais je ne doute pas que nous parviendrons ensemble à les surmonter.

Vous trouverez dans les pages qui suivent le catalogue des initiatives présentées à l'occasion de cette journée de forum.

Je tiens à remercier toutes celles et ceux qui se sont mobilisés pour la réussite de cette journée.

Nous en tirerons des enseignements et je souhaite que les prochains événements puissent se tenir en région et mettent en lumière innovations et bonnes pratiques.

Alain Régnier
Préfet, Délégué interministériel

Illustration de couverture et pictogrammes thématiques par

Ali Jamshidifar



Dessinateur d'origine iranienne, réfugié, il vit à Paris depuis 2015. Il a 17 ans d'expérience dans la bande dessinée et l'illustration. En Iran, il a été directeur de la section artistique d'un journal, puis a fondé son propre magazine d'art. Parmi ses autres expériences à Téhéran, il a travaillé comme graphiste dans une grande maison d'édition et comme animateur 2 D pour la télévision iranienne. Il a également été professeur à l'école des Beaux Arts de Téhéran. Depuis 2016, il publie des dessins de presse dans quelques journaux et médias français (notamment le journal Libération).

www.jamshidifar.com
Contact : ali.jamshidifar@gmail.com

Annoncé à l'été 2017 dans le plan d'action pour garantir le droit d'asile et mieux maîtriser les flux migratoires, un délégué interministériel chargé de l'accueil et de l'intégration des réfugiés a été institué auprès du ministre de l'Intérieur.

Les principaux domaines d'intervention de la Délégation sont : la maîtrise de la langue française - l'accès au logement - l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle - l'accès aux droits - la prise en charge sanitaire et sociale - l'accès à l'éducation et à la culture.

Aux termes de la lettre de mission reçue du Premier ministre, dans les champs d'intervention listés ci-dessus, le délégué interministériel doit mettre en œuvre une coordination et une mobilisation globale des acteurs à tous les niveaux : administration centrale ou déconcentrée, collectivités territoriales mais aussi associatifs et de la société civile. Le délégué veille également à l'accompagnement des réfugiés réinstallés pendant un an après leur arrivée sur le territoire.

A l'occasion du Comité interministériel à l'intégration (CII) qui s'est tenu le 5 juin 2018 sous la présidence du Premier ministre, La Diar s'est également vue confié le pilotage de la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'intégration des personnes réfugiées.



Créée par le décret du 12 août 2013, modifié par le décret du 21 décembre 2015, la Direction générale des étrangers en France du ministère de l'Intérieur traite de l'ensemble des questions relatives aux ressortissants étrangers, afin d'améliorer la conduite des politiques publiques qui la concernent.

La DGEF agit dans de nombreux domaines qui couvrent l'intégralité du parcours du migrant. Elle est compétente pour traiter : de la réglementation en matière de visas, des règles générales en matière d'entrée, de séjour et d'exercice d'une activité professionnelle en France des ressortissants étrangers, de la lutte contre l'immigration irrégulière, le travail illégal et la fraude documentaire, de l'asile, de l'accueil et de l'accompagnement des étrangers primo-arrivants, de l'accès à la nationalité française.

Pour mener à bien ces actions, la DGEF est constituée de 6 directions et services qui comptent au total plus de 500 agents répartis à Paris et en Loire-Atlantique.

Institué par un décret du 14 juillet 2010, le délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement, placé auprès du Premier ministre, est chargé d'assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des priorités de l'État en matière d'hébergement et d'accès au logement des personnes sans-abri et mal logées.

Elle est une instance de coordination interministérielle, qui interviennent principalement sur 6 politiques publiques : Hébergement et accès au logement - Lutte contre l'habitat indigne - Résorption des bidonvilles et des campements illicites - Logement des réfugiés - Accueil et accompagnement des gens du voyage - Logement des populations immigrées.

Depuis 2015, la Dihal est également chargée du volet logement du « Plan migrants », à ce titre elle accompagne les personnes bénéficiaires de la protection internationale dans leur accès au logement en France. Pour ce faire, elle pilote la plateforme nationale de logement des réfugiés qui centralise des logements vacants du parc social pour privé ainsi que des places en résidences sociales partout en France et particulièrement dans des territoires où la pression sur le logement social est faible. La Dihal est également en charge du dispositif expérimental d'hébergement citoyen de réfugiés chez les particuliers pérennisé et étendu en mars 2018 par le lancement d'un nouvel appel à projets, visant à développer les « cohabitations solidaires », par le ministre chargé de la Ville et du Logement.



La Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) conçoit et met en œuvre les orientations du gouvernement en matière d'emploi et de formation professionnelle.

Les politiques de l'emploi et de la formation professionnelle conçues par la DGEFP sont mises en œuvre dans les territoires par le Service Public de l'Emploi (SPE). Cette action est conduite par le Préfet de région avec l'appui des services déconcentrés - les Directions régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) et fait appel à un ensemble d'opérateurs, notamment Pôle emploi et les missions locales, et de partenaires, dont l'Unédic ou l'Agefiph. Les collectivités territoriales et leurs groupements concourent également à cette action, notamment du fait de leurs compétences en matière d'insertion et de formation professionnelle.

Le Défenseur des droits est une institution indépendante de l'État. Créée en 2011 et inscrite dans la Constitution, elle s'est vue confier deux missions : défendre les personnes dont les droits ne sont pas respectés ; permettre l'égalité de tous et toutes dans l'accès aux droits.

Toute personne physique (individu) ou toute personne morale (une société, une association...) peut le saisir directement et gratuitement lorsqu'elle : pense qu'elle est discriminée - constate qu'un représentant de l'ordre public ou privé n'a pas respecté les règles de bonne conduite - a des difficultés dans ses relations avec un service public (Caisse d'allocations familiales, Pôle emploi, Caisse de retraite etc...) - estime que les droits d'un enfant ne sont pas respectés.

Pour veiller au respect des droits et des libertés de chacun, le Défenseur des droits dispose de deux moyens d'action : d'une part il traite en droit les demandes individuelles qu'il reçoit et de l'autre, il mène des actions de promotion de l'égalité.

La « protection des droits » correspond au traitement juridique des réclamations adressées à l'institution. Le Défenseur des droits dispose de nombreux pouvoirs pour enquêter sur les demandes qui lui sont adressées. Les enquêtes peuvent aboutir à des actions en justice lorsque la discrimination ou le non respect des droits des plaignants sont avérés.



Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est une organisation internationale qui a pour mission de sauver des vies, de protéger les droits des réfugiés et de construire un avenir meilleur pour les réfugiés, les communautés déplacées et les apatrides. L'action vise à garantir le droit de trouver asile et un refuge sûr à tout individu qui a dû fuir la violence, la persécution, la guerre ou des catastrophes dans son pays.

Une Représentation de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a été ouverte en France et s'est vue confier par les autorités françaises un rôle important dans la procédure d'asile.

Dans les pages suivantes sont répertoriées les initiatives territoriales, identifiées par thème principal de l'action. Certaines actions transversales peuvent cependant recouvrir plusieurs thèmes. Les projets ont été classés par ordre alphabétique du porteur pilote.

Le contenu des pages qui suivent ont été produit par les porteurs de projets eux-mêmes et n'engagent que leurs auteurs.



Apprentissage de la langue



Accès au logement



Accès aux droits



Accès aux soins



Accès à la formation et à l'emploi



Accès aux activités culturelles, sportives et aux loisirs



Créer du lien social



Association d'Aide aux Jeunes Travailleurs

Association d'aide aux jeunes travailleurs (AAJT)

Pilote

L'association d'Aide aux Jeunes travailleurs (AAJT) ancre son histoire dans le mouvement de l'éducation populaire, et le service aux jeunes travailleurs défavorisés. A partir des années 80, l'AAJT a accueilli un nombre de plus en plus important de jeunes migrants, souvent primo-arrivants. Aujourd'hui cette population est majoritaire au sein des effectifs accompagnés. L'ambition de notre association est de faire en sorte que les différentes cultures accueillies, se reconnaissent dans les valeurs qui nous ont été transmises par les fondateurs de l'association.

Partenaires

Les structures prescriptrices et les travailleurs sociaux.

Les membres de la commission inter partenariale :

- Cada et post Cada
- Habitat Jeunes : Adamal et Urhaj
- La Fnars - Fédération des acteurs de la solidarité
- Associations : La Cimade, réseau Hospitalité, Osiris, Secours Catholique
- Institutions : Pôle emploi & Mission locale, Caf, SIAO
- Organismes de formation (Sud Formation) et Chantiers d'Insertion par l'activité économique (Acta Vista)
- La DDD13

Le projet est porté par l'AAJT pour le compte et sur le financement de la DDD13 de la DRJSCS Région Sud.

Contact

Claire Louazel - Chargée de projet « Mon toit pour toi » - SAS
AAJT - Association d'aide aux jeunes travailleurs
3, rue Palestro - 13003 Marseille
Tél. 04 91 07 80 00 ou 06 38 09 99 06 // www.ajjt.fr



Fonds de dotation

« Coup de Pouce »

Aider les jeunes réfugiés statutaires de 18-30 ans dans leur démarche d'insertion socio-professionnelle en leur permettant de bénéficier d'un appui ponctuel. Valoriser le projet (démarche de capitalisation et communication).

Le fonds de dotation permet de favoriser la continuité des parcours des jeunes majeurs bénéficiaires de la protection internationale en débloquant des moyens financiers ponctuels pour favoriser l'aboutissement des projets d'insertion.

Les projets présentés peuvent concerner :

- La poursuite d'études ou l'accès à une formation professionnelle,
- L'entrée dans la vie professionnelle, l'accès à un logement,
- Et, plus généralement tout ce qui est de nature à débloquer une étape, jusqu'alors sans solution, garantissant la réussite du parcours d'insertion du jeune.

Les bourses (200 à 1500 €) ont vocation à être complémentaires à la mobilisation de ressources de « droit commun ». La demande est faite par un travailleur social et le dossier est examiné par une commission d'attribution inter-partenariale (représentants d'associations caritatives, d'établissements sociaux destinés aux réfugiés, de l'administration, etc.) se réunissant toutes les 4 à 6 semaines.

Résultats

Le lancement opérationnel s'est fait en janvier 2019.

Au 31 mars 2019 :

- Plus de 50 structures accompagnant de jeunes réfugiés ou public en précarité sont informées de l'existence du dispositif,
- 3 commissions d'attribution ont eu lieu et étudié 18 demandes de bourse. 12 bourses ont été attribuées,
- Une dynamique inter partenariale positive et porteuse et des recherches de solutions « à plusieurs voix » pour les personnes dont les demandes sont étudiées.





Pilote

Le préfet de région est le garant de l'unité de la parole de l'État dans la région. Dépositaire de l'autorité de l'État sur le territoire, il représente le Premier ministre et chacun des ministres. Il est responsable de l'application des politiques nationales et communautaires dans la région. Pour ce faire, il dirige les services déconcentrés régionaux de l'État, et a autorité sur le préfet de département dans la conduite des politiques publiques. Il représente l'État vis-à-vis du Conseil régional et conduit, dans le partenariat avec elle, les politiques de développement économique et d'aménagement du territoire (notamment la négociation puis la mise en place des contrats de plan État-région). Il est également en charge de la gestion d'une partie des fonds européens dans la région (Fonds social européen - FSE). Il contrôle la légalité et le respect des règles budgétaires des actes du Conseil régional et de ses établissements publics.

Partenaires

- DRJSCS
 - Vie Active
- Opérateurs associés
- les DDSCS Aisne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Somme
 - Agence régionale de santé (ARS)

Contact

Préfecture de région Hauts-de-France
Secrétariat général pour les affaires régionales
12, rue Jean sans Peur - 59 039 LILLE Cedex
Tél. 03 20 30 59 59

Intégration des réfugiés par l'accompagnement sanitaire et social en partenariat transfrontalier Flandre - Wallonie

AB Réfugiés - Social s'articule autour de trois axes :

1. Réseaux des acteurs de l'accompagnement : des réseaux franco-belges vont naître et permettre un échange de compétences entre les professionnels de part et d'autre de la frontière.
2. Dispositifs mobiles et transfrontaliers d'accompagnement : des dispositifs seront créés afin d'améliorer la prise en charge sanitaire et sociale des demandeurs d'asile, des réfugiés (familles ou isolés), et des mineurs non accompagnés. Ils viseront à améliorer le « bien être » des personnes afin de leur permettre de mener leurs parcours d'insertion sociale et professionnelle dans les meilleures conditions.
3. Expérimentations transfrontalières : chaque versant créera sa propre expérimentation, celle-ci sera évaluée et transposée sur tout le territoire franco-belge. Elles seront toutes rassemblées dans un protocole de partenariat. Des migrants ayant réussi leur intégration au sein de la France ou de la Belgique deviendront des « ambassadeurs » et viendront directement en aide pour les primo-arrivants.

L'innovation de ce projet repose : sur l'amélioration et la création de nouveaux dispositifs d'accompagnement plus adaptés aux besoins, sur le soutien des professionnels et des bénévoles dans la mise en œuvre des actions destinées aux migrants, et enfin sur la mise en place d'expérimentations répondant à des besoins non satisfaits aujourd'hui.

Résultats



Pilote

Présente sur l'ensemble du territoire national, elle héberge plus de 88 000 personnes en difficulté qui ne peuvent accéder à un logement de droit commun : jeunes en insertion, bénéficiaires de minima sociaux, travailleurs migrants, familles monoparentales...

Adoma a lancé en 2010 un plan de rénovation de son patrimoine pour transformer peu à peu des chambres en studios disposant du confort nécessaire.

L'accompagnement social de ses clients est au cœur des missions d'intérêt général d'Adoma. C'est aujourd'hui le premier opérateur au plan national en matière d'hébergement et d'accompagnement des demandeurs d'asile.

Partenaires

- Les travailleurs sociaux de secteur des CMS, notamment pour les bénéficiaires du RSA dans le cadre de la contractualisation.
- Les organismes qui structurent l'offre locale pour les cours de linguistique (Frate, maison de quartier, CPH).
- Pôle emploi avec une action expérimentale en direction de femmes très éloignées de l'emploi, la mission locale et les entreprises locales.
- Les autres opérateurs de l'asile qui exercent également des MASI.

Contacts

Régis Mermet, Directeur territorial adjoint Bourgogne - Franche-Comté.
Tel. 06 15 05 29 04 // courriel : regis.mermet@adoma.cdc-habitat.fr

Audrey Kabantchenko, Directrice hébergement Besançon.
Tel. 07 64 67 40 12 // courriel : audrey.kabantchenko@adoma.cdc-habitat.fr



Accompagner les personnes bénéficiaires de la protection internationale vers le logement ordinaire à Besançon et assurer leur accompagnement global vers l'autonomie (Insertion professionnelle, l'apprentissage du français...).

Action expérimentale engagée en septembre 2018 pour 18 mois dans le cadre du Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de 5 ans en Bourgogne - Franche-Comté signé entre Adoma et l'Etat. Les personnes sont relogées en interne dans le parc d'Adoma ou chez d'autres bailleurs et sont accompagnées dans le cadre d'un contrat d'engagement.

Un intervenant social est dédié à cette action et est notamment en charge :

- De l'accompagnement lié à la procédure de réunification familiale,
- De l'accompagnement dans le logement pour sécuriser les ménages et bailleurs : soutien à l'installation, aide à l'élaboration et à la gestion budgétaire, etc...,
- Du renforcement de l'apprentissage de la langue française en articulation avec les cours de l'Ofii via des cours spécifiques délivrés pour le public Masi
- De l'aide à la définition et l'élaboration du projet professionnel en lien avec les acteurs de l'insertion.

Résultats

26 mesures engagées auprès de 84 personnes, 4 terminées, aucun désistement, 5 mesures soit 15 personnes en liste d'attente au 31 décembre 2018, Réunification familiale pour 1/3 des mesures et relogement en cas de sur-occupation, Renforcement de l'apprentissage de la langue.





Association interdépartementale pour le développement des actions en faveur des personnes handicapées et inadaptées (Aidaphi)

Pilote

L'association Aidaphi se donne pour mission de développer toutes les actions et accompagnements en direction des personnes en situation de handicap, de dépendance ou en difficulté d'insertion sociale au titre de la prévention, du dépistage, du soin, de l'éducation, de la protection de l'enfance, de la formation professionnelle, de l'aide par le travail et la réinsertion.

L'identité de l'Aidaphi est fondée sur les valeurs suivantes :

- La dignité des personnes
- Un engagement civique
- La laïcité dans une société multiculturelle
- L'instauration d'un débat démocratique
- Une économie de solidarité.

Partenaires

Les partenaires principaux de cette action sont :

- Bailleurs sociaux
- Caf
- Ofii
- GIP Habitat
- Conseil départemental de l'Indre
- DDSCPP de l'Indre

Contacts

Jean-Philippe Lavergne - Directeur // jp.lavergne@aidaphi.asso.fr

Emilie Esclapez - Chef de service // e.esclapez@aidaphi.asso.fr



Dipositif d'intégration des familles réfugiés (Difre)

Mise à disposition pour des ménages réfugiés d'appartements dits passerelles » permettant ensuite la construction d'un projet vers le logement autonome, dans le cadre de la mobilité nationale.

Après validation du projet de mobilité, travaillé en lien avec le GIP Habitat, le ménage (personnes isolées, colocation, familles en réunification) arrive à Chateauroux sur un logement dit « passerelle ». Celui-ci est adapté à la composition familiale et il permet un temps de pause pour la construction du projet de vie sur la ville de Chateauroux.

Le but étant cependant de rapidement mobiliser les acteurs autour d'un relogement autonome, avec l'ouverture de tous les droits afférents à celui-ci. L'appartement « passerelle » permet de réfléchir au projet mais surtout d'en être l'acteur principal notamment dans le choix du quartier, du logement et de son environnement.

Les travailleuses sociales s'appuient sur les compétences du ménage et sur un réseau d'acteurs mobilisés dans ce cadre spécifique.

La durée de séjour sur le DIFRE est de 70 j, avant un accès au logement autonome. Ensuite un accompagnement est proposé pour une durée maximale d'un an, avec transition progressive vers le droit commun.

Résultats

En décembre 2018 soit après 8 mois d'ouverture :

- 11 ménages ont été orientés soit un total de 31 personnes dont 11 enfants.
- 2 relogements n'ont pas eu lieu





Pilote

Coallia, c'est 4 pôles d'activité au service des publics fragilisés :

- logement accompagné (résidences sociales, foyers de travailleurs migrants, résidences jeunes actifs et pensions de famille)
- hébergement social (accueil de publics fragilisés en centres d'hébergement)
- accueil et accompagnement médico-social (personnes âgées ou handicapées)
- accompagnement social

Depuis sa fondation en 1962, l'association Coallia s'attache à remplir ses missions dans un souci d'amélioration constante et d'adaptation aux besoins de la société. Les établissements et services développés sont donc élaborés en partenariat avec les pouvoirs publics et les collectivités territoriales.

Partenaires

- ANCV
- Ministère de l'Intérieur - DGEF / Daaen
- Conseil général
- Conseil régional
- Mairie
- Mission Locale
- MDPH

Contacts

Patrick Lhuillier
Tel. 01 53 46 38 86 ou 06 20 78 41 35 // patrick.lhuillier@coallia.org

Offrir aux personnes une possibilité de s'extraire du quotidien à travers un séjour de vacances élaboré par leur soin avec l'appui des personnels d'accompagnement ; seul, en groupe ou en famille.

Ces projets personnels permettent de mettre en exergue les motivations et compétences de chacun, mais aussi et surtout de leur faire recouvrer une dynamique et une volonté d'autonomie.

C'est à travers le choix du séjour, de son élaboration à sa finalisation, qu'il sollicite le dépassement. Ces actions toutes intimement liées, que sont le démarchage auprès des différents organismes nécessaires au projet, le traitement des renseignements récoltés, l'organisation des déplacements, de l'hébergement et des loisirs, en tenant compte d'un budget précis, ainsi que des paramètres spécifiques du – des partenaire(s) ; toutes menées en un pays en « découvrir ».

C'est aussi, lors de sorties « groupe », le rassemblement de personnes disparates demandant à chacune de se saisir d'une volonté commune. Pour les personnes avec handicap, ces séjours permettent une redynamisation perceptible durant plusieurs mois.

Résultats

Au sortir de cette action, toutes les personnes ont acquis en autonomie, la grande majorité est aujourd'hui en capacité d'organiser leur séjour de façon indépendante.

La découverte des régions, de ses habitants, de leurs infrastructures et de leur culture ont permis à nombre d'entre elles d'appréhender autrement notre pays.

Nombreuses sont les personnes désireuses de pouvoir s'implanter en région, même celles fortement communautaires. Leur accompagnement à l'intégration et la mobilité est nettement facilité.





Fondation COS Foyer Claude Quancarrd

Pilote

L'engagement de la Fondation COS Alexandre Glasberg est de créer et maintenir les conditions pour que les droits de la personne, les principes éthiques et les valeurs humanistes soient pris en compte dans chaque établissement, dans chaque service, par chaque intervenant.

Ses principales missions :

- Prendre soin des personnes âgées
- Favoriser l'autonomie des personnes en situation de handicap
- Accueillir les réfugiés et demandeurs d'asile et les accompagner dans leur intégration
- Héberger et soutenir les personnes en situation de grande précarité.

Partenaires

L'association Welcome / JRS, l'association Oxygène, l'association Repair, le Rocher Palmer, le Petit théâtre, les Halles des douves...

Afpa, Insup, les groupements d'entreprise, les branches métiers du Medef, les centres de formation professionnel, le Clap et autres services d'apprentissage du FLE, le pôle emploi, les missions locales...

La Caf, les ateliers budgétaires, finances et pédagogie, le FSL

Contact

Anne Rouffi - Responsable du pôle intégration COS Quancard
Tel. 05 57 81 25 94 ou 07 69 62 95 53 // arouffi@fondationcos.org



Pôle solidarités bénévoles

Ce projet anime la valeur de fraternité portée par la République et est complémentaire des actions menées par les salariés des dispositifs destinés à l'intégration des migrants.

Le pôle solidarités a été créé avec un comité de pilotage regroupant des salariés associatifs, des citoyens français et des réfugiés politiques pour favoriser l'inclusion sociale par des activités culturelles.

L'objectif est de créer du lien social, du partage culturel, de la valorisation des identités diverses, de mener des réflexions sur l'interculturalité, de favoriser la pratique de la langue française et globalement de s'inscrire dans la citoyenneté.

Les réfugiés sont, dans ce pôle solidarité, une ressource pour la référence du parcours, la médiation culturelle, l'interprétariat... Ils animent des formations collectives avec des partenaires et des salariés à destination des primo arrivants sur différents thèmes (logement, budget, emploi, droits sociaux etc...).

Dans le prolongement des actions de ces pairs « référents parcours », nous construisons un pôle de réfugiés salariés qui pourront coacher des nouveaux BPI pour leur parcours professionnel en lien avec les chargés d'insertion professionnelle.

Résultats

Une centaine de bénévoles interviennent. Des activités quotidiennes (sport, théâtre, sorties culturelles, cuisine, jeux de société, pique-nique, ateliers graphiques et créatifs, cours de langue française, cours d'arabe...) se déroulent sur toute la métropole.

Ces actions sont menées également par des pôles solidarités qui se développent sur Pau, Charentes, Montreuil. Des échanges de pratique ont déjà eu lieu entre les sites.

Pour le mentorat professionnel, une vingtaine de réfugiés sont intéressés pour devenir mentor et soutenir l'insertion professionnelle des nouveaux BPI.

Des partenaires de l'insertion pourront consolider ce mentorat.





**DDCSPP
Corrèze**

Pilote

La Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) assure la protection du citoyen par ses actions dans les domaines de la solidarité et de l'insertion sociale, du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire, de la vie associative, de la protection économique et de la sécurité des consommateurs, de l'alimentation et de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé, de la protection animale et de l'environnement.

Partenaires

- Casnav (Centre académique pour la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés et des élèves issus de familles itinérantes et de voyageurs)
- Réseau Canopé (réseau de Création et d'accompagnement pédagogiques de l'éducation nationale)
- Ofii - Direction territoriale du Limousin

Contact

Jean-Marc Vareille - Conseiller technique
DDCSPP de la Corrèze
Tel. 06 80 20 97 85 // Jean-marc.vareille@correze.gouv.fr



Accompagnement des

intervenants socio linguistiques

Outiller et qualifier le réseau d'intervenants en charge des ateliers sociolinguistiques à destination des réfugiés.

Après avoir élaboré une cartographie des ateliers sociolinguistiques en Corrèze, la DDCSPP a proposé un programme d'accompagnement et d'appui des intervenants des associations impliqués dans ces ateliers. Ce programme s'inscrit dans la poursuite d'un travail de diagnostic de besoins pédagogiques réalisé en 2017 par 2 formatrices en Français comme langue étrangère (FLE).

Ce programme est constitué d'une part, de la mise en œuvre d'une interface web présentant le contexte de l'asile, national et local, ainsi que des ressources pédagogiques et méthodologiques en matière d'apprentissage de la langue. Cet outil est complété par la mise à disposition d'une mallette pédagogique, constitué d'ouvrages et d'outils numériques à disposition des bénévoles. Afin de faire vivre ce programme, la DDCSPP a programmé un plan départemental de formation pédagogique. Ce plan de formation est constitué de 3 journées thématiques, animés par une formatrice FLE.

Résultats

L'opération est en cours de déploiement mais, les premiers retours s'accordent sur la pertinence des outils et de l'accompagnement proposé, sur la constitution d'une « culture commune » par le sentiment d'appartenance à un dispositif commun.



Pilote

Elia est l'association qui pratique depuis 2005 l'intégration des réfugiés statutaires (syriens, afghans, kossovars...) dans le département des Bouches-du-Rhône (sur Marseille, Miramas, Martigues, Aix en Provence, Saint Chamas, Salon de Provence...).

L'intégration est basée sur la mise en oeuvre de deux dispositifs :

- Le bail glissant : 150 réfugiés par an, logés dans le parc HLM des Bouches du Rhône, avec au terme de l'accompagnement social un statut de locataire. Ce sont 1500 réfugiés qui ont rejoint le logement de droit commun depuis 2005.
- la démarche résolutive sur laquelle repose l'accompagnement social global et singulier d'Elia.

Partenaires

- Ministère de l'Intérieur - DGEF
- Préfecture des Bouches du Rhône
- Union Européenne - Fami
- Bailleurs privés, publics, agences...
- Partenariats multiples dans chaque arrondissement et villes hors Marseille

Contact

Elia : 1 rue Saint Ferreol - 13001 Marseille
Tél. 04 91 13 01 63 // bailglissant@eliasud.org
M. Fabrice Bizet, Directeur



Intégration par l'accès et le maintien dans le logement de ménages réfugiés sans assistance. Accompagnement du processus d'autonomisation et d'acculturation.

- **Phase 1** : captation et attribution de logements publics/privés aux réfugiés de manière co-construite avec les BPI.
- **Phase 2** : la sous location : accompagnement social et gestion locative. Accompagnement global intensif "hors les murs" en vue de l'accès et du maintien dans le logement sans assistance. Via la Démarche résolutive qui s'inscrit dans le courant « Orienté solution », les entretiens sont construits de manière à restaurer l'estime de soi et développer le pouvoir d'agir des réfugiés. Ce travail s'effectue par le biais de jeux de rôle et de temps réguliers d'auto-évaluation.
- **Phase 3** : Post bail glissant : lien avec le bailleur/les ménages en cas de difficultés. Gestion locative (liquidations, etc.)

Ce dispositif permet à des personnes déracinées, traumatisées de se reconstruire en se stabilisant rapidement dans un logement dont elles vont devenir locataires. Les hébergements temporaires à répétition sont évités et l'intégration est évaluée en conditions réelles (financières, quartier, voisinage, école, etc...) au sein du territoire où les ménages vivent et vont vivre en tant que locataires.

Résultats

- 500 baux glissants, 1600 personnes accompagnées, 9 mois d'accompagnement en moyenne
- 50 % des sorties du dispositif financé pour la fluidification des CADA des Bouches du Rhône
- Taux de bail glissant > 95 %, Taux de dégradation < 2 %, impayés < 2 %





**Association Fit
réseau Mob'In**

Pilote

L'association Formation insertion travail (Fit) réalise un accompagnement personnalisé pour permettre de :

- Définir ses besoins, être accompagné vers la mobilité autonome : connaître les aides à la mobilité, avoir le permis de conduire, gérer son budget mobilité...
- Développer ses compétences de base pour se déplacer, dans la vie professionnelle
- Préparer le permis de conduire
- Améliorer sa maîtrise du français
- Passer le Dilf ou le TCF ANF

Partenaires

- Au niveau national :
Ministère de l'intérieur (DGEF / Daaen), Ministère du travail (DGEFP), l'Ofii, Pôle Emploi

- Au niveau local :
les DRJSCS, DDCSPP, les métropoles et agglomérations.

Contact

Pascal Grand
Vice président de Mob'In France, directeur de Fit
Tel. 06 16 99 90 29 // integracode@mobin-solutions.fr



Intégracode

Faciliter l'insertion par l'obtention du permis de conduire en offrant aux personnes réfugiées la possibilité d'améliorer leurs compétences linguistiques en assimilant les prérequis à la formation au code de la route.

Intégracode s'adresse prioritairement à des personnes ayant un niveau A2 pour qui le projet permis est nécessaire pour leur insertion.

Intégracode est un programme de formation de 200 heures (12 heures/semaine) animé par deux formateurs : un formateur FLE et un formateur sécurité routière.

Il permet à la fois d'améliorer ses compétences en français (compréhension écrite et orale, expression orale) et de se préparer à l'entrée en auto école. Les bénéficiaires développent également des compétences numériques dans le cadre de l'autoformation.

Les formateurs interviennent dans le cadre d'un référentiel de formation innovant construit à partir du référentiel d'éducation à la mobilité citoyenne et du cadre commun européen des langues.

Résultats

Dans le cadre d'un partenariat avec le ministère de l'intérieur, le programme Intégracode a été expérimenté en 2018 sur une cohorte de 180 personnes (dont 50% réfugiés). Ce programme été mis en œuvre par 14 structures du réseau Mob'In.

2 personnes sur 3 ont acquis les compétences linguistiques nécessaires pour entrer en auto école.

Elles sont très satisfaites de l'action et disent que cette formation a un impact positif sur leur parcours d'intégration.





Pilote

Forum réfugiés-Cofi est une association sans but lucratif, issue de la fusion en mai 2012, des associations Forum réfugiés et Cofi—promouvoir et défendre les droits.

Elle œuvre pour l'accueil des réfugiés, la défense du droit d'asile et la promotion de l'état de droit.

Elle met l'accueil et l'accompagnement au cœur de son action. Quelle que soit sa race, sa religion, sa nationalité, son appartenance à un groupe social ou ses opinions politiques, toute personne demandant la protection de la France au regard de la convention de Genève doit pouvoir bénéficier d'un accueil et d'un accompagnement à même de lui garantir un accès aux droits qui lui sont reconnus.

Partenaires

- partenaires institutionnels (DRJSCS, DDCS, préfectures, Métropoles, Conseils Généraux, Conseil Régionaux, Ofii, bailleurs, SPE, CAF...)
- Partenaires associatifs du DNA et de l'intégration.

Contact

Olivier Borius, Directeur de l'Intégration
oborius@forumrefugiés.org

Accelair vise à offrir aux bénéficiaires d'une protection internationale un accompagnement spécialisé en agissant simultanément sur trois leviers fondamentaux : l'accès aux droits, au logement, à l'emploi et la formation professionnelle

Mis en œuvre depuis 2002 sur le territoire rhodanien et déployé depuis 2017 sur d'autres départements, le programme Accelair - PRIR a été conçu pour répondre aux difficultés particulières des réfugiés. Il vise à leur offrir un accompagnement global, individuel et personnalisé.

Depuis sa mise en place, il s'est adapté au profil et aux besoins du public, qui évoluent selon les situations dans les pays d'origine et les routes d'exil des personnes accompagnées. Dans le cadre de son déploiement sur d'autres départements, il s'est adapté à la réalité de chaque territoire et aux acteurs en présence.

Il repose sur trois principes :

- l'accompagnement des BPI, hébergés ou non dans le cadre du Dispositif national d'accueil (DNA) ;
- le développement de partenariats étroits avec des partenaires décisionnaires, prescripteurs et spécialisés dans la prise en charge des BPI, afin de promouvoir la prise en compte des problématiques spécifiques et de coordonner l'intervention de l'ensemble des acteurs concernés par leur intégration ;
- la mise en place d'actions basées sur la mobilisation et la mise en cohérence des outils de droit commun.

Résultats

En 2018, plus de 1900 ménages ont été accompagnés (soit plus de 2200 adultes), plus de 700 contrats de travail ont débuté, 880 formations engagées, près de 480 baux signés.





France terre d'asile

Pilote

France terre d'asile est une association fondée en décembre 1970 qui a principalement pour but le maintien et le développement d'une des plus anciennes traditions françaises, celle de l'asile, et de garantir en France l'application de toutes les conventions internationales pertinentes.

France terre d'asile intervient pour la promotion des droits humains et accompagne, oriente, informe et héberge les personnes en besoin de protection, notamment les demandeurs d'asile, les réfugiés ou encore les mineurs isolés étrangers. L'association est présente dans 48 villes, 10 régions, à travers l'animation de plus de cent dispositifs et services qui accompagnent plus de 12 000 personnes prises en charge chaque jour.

Partenaires

- Comité de pilotage : UNHCR, CFDT
- Partenaires financiers : Ministère de l'intérieur - DGEF, Nutriset, Fondation SNCF (prochainement)
- Partenaires locaux : Inserim (Nantes), Espace Saint-Exupéry – Centre CAF (Romorantin)

Contact

Violaine Gautier Dalché
Tel. 01 53 06 64 34 // parrainage@france-terre-asile.org



Opération de parrainage

citoyen « Duos de Demain »

Faciliter l'intégration des bénéficiaires d'une protection internationale dans la société française en développant les liens avec la société civile.

Le parrainage, dans le cadre de l'opération « Duos de demain », consiste en la création d'une relation privilégiée entre une personne habitant en France de longue date et en situation régulière (parrain ou marraine) et une personne bénéficiant d'une protection (filleul.e).

Parrainer un.e réfugié.e permet aux citoyens animés par les valeurs de la solidarité, de l'accueil, du bien vivre ensemble, de traduire leurs aspirations à une société plus ouverte et accueillante en un engagement concret qui peut changer la vie d'une personne réfugiée en la soutenant dans son parcours d'intégration.

Par le biais d'activités diverses, les duos constitués créent du lien, développent la langue française en partage, échangent sur leurs cultures respectives, et découvrent ou font découvrir l'Histoire, les institutions ou les codes culturels de la société française.

Résultats

Depuis le lancement de l'opération, 351 duos ont été constitués et 502 personnes réfugiées ont bénéficié du programme





Pilote

Le Centre académique des examens et des certifications (CAEC) est un service du Groupement d'intérêt public « Formation Tout au Long de la Vie ».

Il a pour mission de :

- promouvoir les tests et diplômes de langues créés et administrés par le Ministère de l'Éducation nationale en direction des publics adultes ;
- organiser les sessions d'examens sur l'ensemble des départements lorrains ;
- concevoir et mettre en œuvre des actions de formation linguistique innovantes à destination des publics migrants adultes
- élaborer des parcours de professionnalisation pour les formateurs en langues ;
- accompagner les structures associatives en charge de l'accueil et de la formation linguistique des populations immigrées ;

Partenaires

- les employeurs de services civiques à savoir l'association Jeunes et Cités (prévention spécialisée), des MJC et la fédération départementale des MJC
 - la mission locale du Grand Nancy pour le repérage des jeunes et le relais en fin d'action pour favoriser une continuité des parcours et permettre un accès aux dispositifs d'insertions socioprofessionnelle de droit commun,
 - les opérateurs d'hébergement (DNA et hors DNA) pour le repérage des jeunes et en tant que référents sociaux pendant et à l'issue de l'action
- L'action a été suivie notamment dans le cadre d'un comité de pilotage rassemblant l'ensemble des acteurs (services civiques, CAEC, DDCS, Mission Locale du Grand Nancy).

Contact

28, rue de Saurupt - BP 3039 - 54012 NANCY Cedex
Tel. 03 83 55 65 55 // gip-caec@ac-nancy-metz.fr

Favoriser l'intégration socioprofessionnelle de jeunes de moins de 26 ans bénéficiaires d'une protection internationale et changer les regards portés sur ces personnes

- amener les jeunes à un niveau de français A2 par une formation de français à visée professionnelle validée par le passage du diplôme de compétences linguistiques,
- permettre aux jeunes à l'issue de l'action, grâce aux compétences développées, d'intégrer des dispositifs d'insertion professionnelle de droit commun en lien avec les missions locales (Garantie jeune, Ecole de la 2ème chance, structure IAE...),
- favoriser l'intégration des jeunes par l'activité service civique et leur permettre de percevoir des revenus,
- mise en place d'une journée phare rassemblant les 13 jeunes visant à valoriser leur dynamique d'intégration.

Ce projet a bénéficié de financements du BOP 104 pour la partie apprentissage du français. débuté par une formation FLE en amont du service civique pour conforter le niveau A1 des jeunes.

Résultats

Les structures d'accueil soulignent : • une très forte motivation des jeunes tant au niveau de la formation de français que dans les structures service civique. • un groupe de jeunes très soudé qui a organisé différents rassemblements (galette, tournois de football...) • un regard positif porté sur eux par les usagers et les professionnels des structures dans lesquelles ils effectuent leur mission

Une sortie de ce projet préparée : passage d'un diplôme (épreuves DCL le 13-05-19), préparation au code, attestation service civique, découverte d'activités loisirs et une entrée dans un dispositif d'insertion socio-professionnelle.

La création, d'une vidéo de qualité traitant de l'action réalisée par les jeunes.





Pilote

Le Pôle Accueil des Réfugiés a été créé en 2016 au sein du mouvement Habitat-et-Humanisme, groupe d'économie sociale et solidaire fondé à Lyon en 1985 par Bernard Devert ; le mouvement agit pour l'accès au logement et la mixité sociale.

Le Pôle Accueil des réfugiés a pour mission la création et la gestion de centres d'hébergement pour demandeurs d'asile et bénéficiaires de la protection internationale et de programmes d'intégration par la formation, l'emploi, le logement et la culture pour les bénéficiaires de la protection internationale. Le Pôle Accueil des réfugiés a également un groupe de recherche qui travaille à la documentation des migrations de façon pluridisciplinaire.

Partenaires

- Ministère de l'Intérieur,
- Ministère de la Culture,
- Réunion des musées nationaux,
- Association française des orchestres,
- Fédération des ensembles vocaux et instrumentaux spécialisés,
- Des lieux de culture : Le Grand palais, le Palais de la porte dorée, Philharmonie de Paris, Orchestre de chambre de Paris, ensemble Les nouveaux caractères, Insula orchestra, Accentus, Concert de l'hostel Dieu, Cultures du cœur...

Contact

Eloïse Chopin, responsable du programme Muses
Tel. 01 83 75 43 80 // e.chopin@habitat-humanisme.org

Intégration des personnes bénéficiaires de la protection internationale par le développement d'activités culturelles et l'accompagnement vers l'insertion professionnelle dans le domaine culturel.

En rendant la culture plus accessible, le programme Muses permet aux réfugiés de tisser des liens forts avec la société civile, via la participation à des activités culturelles tout au long de l'année et la découverte de la culture et des codes socioculturels, deux aspects indispensables pour une bonne intégration :

- Pour l'axe « accès à la culture et parrainage », des partenariats sont noués entre structures d'hébergement d'Acteurs d'Humanité et structures culturelles afin de co-construire un projet d'ateliers et de sorties avec la participation des 400 personnes hébergées. Les projets ont tous un objectif commun : partager, échanger et construire autour de la culture. Des formations à la médiation socio-culturelle à destination de services civiques et de bénévoles seront développées.
- Pour l'axe « insertion professionnelle », 20 réfugiés ayant des compétences professionnelles dans le domaine culturel seront accompagnés vers l'insertion professionnelle (emploi ou formation).

Résultats

21 visites de musées, 5 concerts, 20 ateliers artistiques ont eu lieu à destination de 5 centres et de 300 bénéficiaires.

De plus, l'Orchestre de Chambre de Paris a mené des médiations auprès de 40 enfants accueillis dans nos centres. 25 personnes ont bénéficié de médiations dans le cadre du Festival de la Syrie organisée par la Philharmonie de Paris : 25 réfugiés réinstallés syriens du centre de transit de Montévrain ont ainsi pris part au concert de Fawaz Baker avec l'OCP. Par ailleurs, 8 personnes de nos centres franciliens ont bénéficié d'un stage musique avec la participation pour 3 d'entre-deux au concert final. Grâce à un partenariat avec le Concert de l'Hostel-Dieu, 8 réfugiés ont bénéficié d'une médiation au slam et aux percussions en compagnie de collégiens malvoyants pendant 3 mois.





Pilote

L'association Kodiko a pour mission de faciliter l'insertion professionnelle des personnes réfugiées en leur transmettant les codes du marché du travail et de la recherche d'emploi. Le programme permet de devenir des chercheurs d'emploi actifs.

Kodiko leur propose un accompagnement de 6 mois qui prend la forme :

- d'un suivi individualisé en binôme avec un.e salarié.e volontaire, le co-training ;
- d'un accompagnement collectif.

Kodiko accompagne des bénéficiaires sur 3 territoires : Paris, Tours et Orléans.

Partenaires

Orléans : Entreprises : Société Générale, groupe VINCI, IT&M, Humando (groupe Adecco)
- Institutionnels : Université d'Orléans, Mission Locale - Associations : Citudi - Organisme de formation / coaching : Agroform, Spring Team, Delta & Co

Tours : Entreprises : Société Générale, groupe VINCI (Vinci Autoroutes, Lesens EREA, Cegelec), EDF, SNCF, Manpower, Civitime, Numaterra, Experiencis, le Domaine de la Tortinière, Un Pied Devant l'Autre - Institutionnels : Ville de Tours, Direction de la Cohésion Sociale, ADOMA - Associations : Touraine Insertion et différents chantiers d'insertion, Entraides&Solidarités, le Festival Terres du Son, Centres sociaux de différents quartiers - Organisme de formation / coaching : Espace Transition, Coach&Road, Sylvie Koenig Conseil et Coaching

Contacts

Clément Mardini - Responsable de l'Activité et des Partenariats Kodiko
Tel. 06 21 45 54 62 // clement@kodiko.fr

Florence Tran Laufman - Responsable de la communication et du plaidoyer
Tel. 06.62.71.13.09 // florence@kodiko.fr

Accompagner vers l'autonomie et vers l'emploi des personnes réfugiées statutaires au travers d'un programme de co-training impliquant des salariés d'entreprises partenaires

La personne réfugiée qui intègre notre programme est reçue dans l'une de nos entreprises partenaires en tant que professionnelle, riche de ses expériences.

Elle est accompagnée dans sa recherche d'emploi par un.e professionnel.le en poste, qui lui apportera un réseau, des expertises et sa connaissance du secteur d'activité, sur une durée de 6 mois. Cette mise en relation, Kodiko s'en occupe ; elle se fait par proximité sectorielle, compétences métiers, mais aussi par centres d'intérêts.

Des ateliers collectifs dédiés aux différents aspects de la recherche d'emploi complètent cet accompagnement individuel ciblé.

Pour le.la salarié.e volontaire, c'est l'occasion de développer ses compétences autour de l'interculturel, grâce à une formation initiale d'une journée et un accompagnement au fil de l'eau, assuré par Kodiko, des coachs, des professionnel.le.s de la psychologie du travail et de l'accueil des réfugié.e.s.

Résultats

L'évaluation de fait sur le nombre de sorties positives (obtention d'un contrat CDD ou CDI, stage ou alternance, formation qualifiante).

En 2018, sur Paris et Tours, le taux de sorties positives moyen était de plus 50% après 6 mois d'accompagnement et de 70% après 1 an.

Focus sur Tours :

- 1^{ère} promotion de 25 bénéficiaires : 35% en sortie positive à T+6, 83% à T+12
- 2^{ème} promotion de 18 bénéficiaires : 70% en sortie positive à T+6 (T+12 à venir)





La Cimade

Pilote

La Cimade a pour but de manifester une solidarité active avec les personnes opprimées et exploitées. Elle défend la dignité et les droits des personnes réfugiées et migrantes, quelles que soient leurs origines, leurs opinions politiques ou leurs convictions. Véritable base militante de l'association, le mouvement Cimade s'organise en 87 groupes locaux réunis au sein de 12 régions. Chaque année, La Cimade accueille dans ses permanences plus de 100 000 personnes migrantes, réfugiées ou en demande d'asile. Elle héberge près de 200 personnes dans ses centres de Béziers et de Massy.

Partenaires

Le projet est porté administrativement par la Cimade mais a été construit, promu et piloté par un collectif d'associations intervenant sur le territoire occitan auprès de personnes en situation d'exil (liées par convention) : Médecins du Monde, l'Adages, le Groupe SOS, la Cimade, l'Espélido et le Clède.

Contacts

Muriel Montagut - Coordinatrice du centre Frantz Fanon
Tel. 06 42 92 71 00 // muriel.montagut@lacimade.org



Centre de soins et de ressources Frantz Fanon

Création d'un centre de soins dédié aux personnes en situation d'exil, permettant d'assurer des consultations psychologiques adaptées et création d'un pôle ressources, de référence et de soutien pour les professionnels de l'Occitanie

Le centre Frantz Fanon vise à renforcer l'accès aux soins psychiques des personnes en situation d'exil par la création de centres de soins spécialisés adaptés à cette population, et contribue à la promotion d'un environnement favorable à la santé mentale des personnes en situation d'exil en outillant les différents professionnels mobilisés. Pour cela, le centre propose deux services : un centre de soins qui se déploie au niveau local (Gard-Hérault) et un centre ressources à vocation régionale.

Le centre de soins offre des consultations pluridisciplinaires spécialisées pour des personnes en souffrance psychique. Le centre de ressources contribue à l'émergence d'une offre de soins pérenne, constitue et forme un réseau d'interprètes spécialisés dans l'accompagnement en santé, et soutient la réplique de centres de soins spécialisés de manière à couvrir les besoins à l'échelle de la Région Occitanie.

Résultats

Les demandes de consultations sont très importantes (110 demandes le premier mois d'ouverture, en novembre 2018). La file active actuelle est de 125 patients.

- Création d'un réseau de 70 interprètes dans le Gard et l'Hérault et formation spécialisée en cours de 20 interprètes sur l'interprétariat en santé.
- De multiples interventions/formations/APP dans la région Occitanie, notamment sur la clinique de l'exil, le trauma complexe, et la prise en charge psychologique des mineurs non accompagnés.
- Des réseaux de professionnels sont en cours de constitution, notamment sur Perpignan, Alès, Montpellier.



Pilote

L'association nationale Le Refuge a pour objet de prévenir l'isolement et le suicide des jeunes LGBT, de 18 à 25 ans, victimes d'homophobie ou de transphobie et en situation de rupture familiale.

Depuis 15 ans, Le Refuge héberge et accompagne ces jeunes majeurs vers leur reconstruction émotionnelle et matérielle. Les jeunes accueillis sont de toutes origines sociales et ont comme dénominateur commun le rejet familial en raison de leur homosexualité ou transidentité. Livrés à eux-mêmes bien trop tôt, ils se retrouvent sans ressource, fragilisés et sans repère pour se projeter sereinement dans l'avenir.

Partenaires

- Ofii
- Ville d'Angers,
- La Cimade,
- la Mission locale...

Contacts

Nicolas Noguier, Président de l'association nationale Le Refuge
Tel. 06 65 19 88 17 // n.noguier@le-refuge.org

Marie-Claude Farcy, Secrétaire générale de l'association nationale Le Refuge
Tel. 06 79 01 94 21 // mc.farcy@le-refuge.org



Centre provisoire d'hébergement

pour migrants LGBTQI

Création d'un Centre provisoire d'hébergement pour les jeunes migrants LGBTQI de moins de 30 ans sous protection internationale. Les accompagnements avant l'obtention de cette protection seront toujours réalisés par les délégations du Refuge.

Face à l'arrivée en nombre de jeunes migrants LGBTQI dans les 19 délégations du Refuge, l'association a dû s'adapter à l'accueil de ces jeunes violemment déracinés et en danger dans leur pays en raison de leur orientation sexuelle. C'est pourquoi, les administrateurs du Refuge ont pris la décision d'ouvrir un lieu dédié pour l'accueil de ces jeunes.

Ce projet de CPH qui doit voir le jour à Angers est une continuité de nos missions mises en oeuvre depuis 15 ans sur tout le territoire. L'objectif étant de faciliter l'intégration de ces réfugiés dans des conditions adaptées.

Ce CPH est dédié aux jeunes de moins de 30 ans sous protection internationale. Cette culture de l'accueil spécifique s'est renforcée grâce au partage de nos pratiques d'accompagnement avec d'autres pays (Belgique, Italie, Tunisie, Canada, ...). De même, l'obtention d'un agrément de l'Ofpra permettant au Refuge d'accompagner le migrant LGBT lors de son entretien pour la régularisation administrative de sa situation, nous conforte dans la légitimité de notre mission d'accueil du primo-arrivant jusqu'à l'accompagnement vers la naturalisation.

Résultats

Il en résulte une synergie au sein des délégations par la richesse culturelle de la mixité jeunes français / jeunes étrangers qui verra sa concrétisation avec la création prochaine de ce Centre Provisoire d'Hébergement, lieu d'accueil tremplin permettant d'être accompagné dans une dynamique d'insertion et d'intégration sociale.





Mission locale de Troyes

Pilote

Depuis 1982 et dans toute la France, y compris dans les DOM/TOM, les Missions Locales permettent aux jeunes de 16 à 25 ans d'être écoutés par des professionnels qui les accompagnent pour trouver des solutions emploi, formation, vie quotidienne (logement, santé, volontariat, permis de conduire...).

Partenaires

- DDCSPP Aube,
- Yschools (organismes de formation),
- Pôle Emploi,
- l'Accord Parfait (association donnant des cours de FLE),
- UD10.

Contacts

Patrick FRANCHI, directeur Mission Locale de Troyes
03 25 73 62 22
p.franchi@missionlocaletroyes



Projet « Conjugaison »

Construire un parcours permettant au public allophone de monter en compétences professionnelles et maîtrise du français. Assurer la coordination et le suivi des parcours.

Nous étions confrontés à une problématique d'insertion professionnelle avec des jeunes allophones titulaires de documents les autorisant à travailler (réfugiés pour la majeure partie). D'une part, ils ne maîtrisaient pas suffisamment le français et d'autre part leur projet professionnel demandait à être travaillé pour correspondre aux standards des entreprises du territoire.

Nous avons eu l'idée d'articuler les différentes offres de services sur ces deux sujets en impliquant les différents acteurs du territoire. Les sorties d'une étape étaient coordonnées avec les entrées d'une autre étape, offrant au public à chaque étape une progression possible sans délai d'attente trop long.

Nous avons pu mettre en évidence les manques. Ainsi, nous avons sollicité de nouveaux partenaires et leur avons demandé d'adapter leur action pour qu'elle corresponde à l'étape manquante, tout en leur garantissant la mobilisation du public. Nous avons réussi à rendre lisible les parcours pour le public allophone en leur montrant les différentes étapes pour arriver à l'objectif : travailler.

Résultats

Le PIAL a pu intégrer sans difficulté l'action, il a trouvé toute sa place dès son déploiement en novembre 2018, il est légitimement la première étape du parcours.

Le suivi du public allophone est assuré par un conseiller dans le cadre de la Garantie Jeunes car tous les jeunes concernés par l'action ont intégré la Garantie Jeunes.

Pour le dernier trimestre 2018.

23 jeunes ont intégré ce parcours dont 20 jeunes bénéficiaires du statut de réfugiés.





MAPEmonde MJC du Briançonnais Centre social

Pilote

La MAPEmonde Mission d'accueil des personnes étrangères, c'est Delphine dans le sud des Hautes-Alpes, Karine dans le Nord, Luc le directeur, l'équipe de la MJC du Briançonnais, et tous ceux qui nous aident. A l'image du centre social dont nous faisons partie, nous sommes là pour accueillir et accompagner les personnes étrangères résidant dans les Hautes-Alpes, ainsi que les bénévoles et professionnels qui les accompagnent.

Bien ancrés dans notre territoire depuis 15 ans, nous aimons travailler avec tous pour créer du lien, favoriser des dynamiques locales, expérimenter, créer des événements où les personnes sont au premier plan.

Partenaires

- Citoyens,
- Associations locales,
- Réseau professionnel,
- Elus locaux.

Contacts

Luc Marchello - Directeur
Tel. 06 63 71 92 57 // mjc.luc@wanadoo.fr

Delphine Defrade - Conseillères juridique et sociale
d.mapemonde@gmail.com

Karine Moreau - Conseillères juridique et sociale
karine.mapemonde@orange.fr

MJC du Briançonnais – centre Social // 35 rue Pasteur - 05100 Briançon



Changer les regards

par la rencontre

Mettre en place les conditions pour que l'accueil des personnes étrangères favorise une dynamique de territoire enrichissante pour les habitants.

Impliquer les habitants dans l'accueil par l'organisation de moments collectifs basés sur la rencontre, les moments partagés, les échanges mutuels. Pour que se rencontrent plaisir d'accueillir et plaisir d'être accueilli.



Résultats

Une base pour une intégration réussie et durable



Pilote

Le Centre Primo Levi est l'un des seuls centres de soins consacrés aux personnes qui ont été victimes de la torture et de la violence politique dans leur pays et qui sont venues chercher refuge en France. Il offre un suivi psychologique, médical, kinésithérapeutique, social et juridique à environ 400 hommes, femmes et enfants.

En parallèle de son action clinique, l'association forme les professionnels extérieurs en lien avec ce public et développe des actions de sensibilisation et de plaidoyer à tous les niveaux de la société en faveur des demandeurs d'asile et réfugiés politiques ayant été victimes de violences extrêmes.

Partenaires

- Sur le plan opérationnel : Eclaireuses et Eclaireurs Unionistes de France (EEUdf) ;
- Sur le plan financier : la fondation OCIRP, la région Ile-de-France.

NB : Ce projet a servi d'expérience pilote pour le Centre Primo Levi comme pour l'association des EEUdf. Celle-ci s'inscrit dans un projet plus large, nommé "Karibu" ("Accueil" en swahili) qui vise à généraliser l'accueil d'enfants réfugiés dans les groupes scouts en France et en Europe.

Contact

Olivier Jégou - Assistant social
Tel. 01 43 14 88 92 // ojegou@primolevi.org

Favoriser l'intégration des enfants et adolescents en leur offrant un espace d'ouverture sur l'autre et sur leur environnement, en leur permettant de tisser des liens sociaux forts.

Les jeunes patients du Centre qui le souhaitent sont intégrés par tranche d'âge dans des unités locales de scouts qui se sont portées volontaires pour les accueillir.

Les activités s'organisent principalement autour de deux temps :

- une journée d'activités par mois tout au long de l'année, pendant lesquelles les enfants / adolescents apprennent à se connaître, à vivre ensemble et développent des compétences dans différents domaines
- le camp d'été : celui-ci se déroule sur deux semaines en juillet dans la région et le lieu définis en amont. Proposée dans le cadre de l'accompagnement social des patients pris en charge, cette activité implique un travail d'information et d'accompagnement des familles et des enfants afin de lever les appréhensions liées à la séparation, qui est un enjeu particulièrement fort chez ces enfants.

Résultats

Une trentaine d'enfants âgés de 8 à 16 ans (non accompagnés ou en famille) ont déjà pu être intégrés à des unités scouts grâce à ce projet.

Au vu du nombre de participants et des retours qu'ils ont pu faire, ce projet a rencontré d'emblée un grand succès. Les enfants ont manifesté un grand enthousiasme, beaucoup ont souhaité s'intégrer durablement au sein des unités accueillantes. Certains y ont même trouvé une vocation, ont passé leur Bafa et sont entrés en tant que chefs ou cheftaines.

Ces activités ont permis à chacun de retrouver sa place et ont constitué pour les familles des véritables « bulles d'air » dans leur quotidien fait de précarité, de soucis administratifs, d'attente et de proximité néfaste.





Samusocial de Paris

Pilote

Le terme Samusocial désigne une approche de lutte contre la grande exclusion qui vise à apporter à tout moment, de jour comme de nuit, une assistance aux personnes sans domicile fixe et à rechercher la réponse la plus adaptée au besoin qu'elles expriment. La méthode consiste à aller vers les personnes, à offrir une permanence 24h/24, à rechercher des solutions d'hébergement d'urgence et à favoriser la sortie d'urgence en lien avec les partenaires de l'insertion. Elle laisse toutefois les personnes libres de leurs décisions.

Partenaires

Contacts

Nadège Letellier - Responsable du programme Elan,
Tel. 06 16 63 27 82 // n.letellier@samusocial-75.fr



Programme Elan

Soutenir les cohabitations entre citoyens et personnes réfugiées, et permettre aux personnes de s'insérer par un accompagnement pluridisciplinaire poussé.

Afin d'accompagner les citoyens qui se proposent d'accueillir des personnes réfugiées à leur domicile, le Samusocial de Paris a lancé en juin 2016 le programme Elan : une plateforme de professionnels qui permet de soutenir cet élan citoyen en y apportant un cadre organisationnel et éthique.

L'objet est de faire en sorte que l'ensemble des cohabitations se déroule au mieux et puisse permettre aux personnes accueillies d'être accompagnées pour gagner en autonomie et pouvoir s'inscrire de manière durable dans leur société d'accueil, en créant des liens avec des citoyens français, en accédant à un emploi ou à une formation ainsi qu'à un logement stabilisé. Les citoyens qui s'engagent volontairement dans le programme, disposent d'une chambre disponible qu'ils proposent à une personne réfugiée pour une durée minimale de 3 mois et pouvant être reconduite jusqu'à une année. Ils résident tous en Ile de France, à des endroits accessibles en transport en commun.



Accès au logement

Résultats

ELAN en quelques chiffres...



43 personnes accueillies chez l'habitant pour 9 mois de cohabitation en moyenne – 46 foyers accueillants
97% de sorties dynamiques (Accès à l'emploi et/ou logement) :

- 91% des personnes ont été relogé (64% sont signataires d'un bail et 27% ont optés pour une solution de logement temporaire qu'elles estiment satisfaisante)
- 89% des personnes sont en emploi ou en formation rémunérée



Evolution notable du niveau de français



Gain en estime de soi, sentiment d'inclusion renforcé, mobilisation active dans les démarches, diminution des syndromes traumatiques



Amélioration de leur condition physique, de la qualité du sommeil, reprise d'un rythme de vie régulier



Meilleure compréhension des codes culturels et du fonctionnement des institutions françaises



Etablissement Ensemble Groupe SOS Solidarités

Pilote

Il y a 35 ans, le GROUPE SOS a été créé avec l'ambition de lutter contre les exclusions sous toutes leurs formes. Le Groupe considère que les rapports sociaux ne doivent pas être conditionnés par le profit individuel et s'engage à constamment développer des activités à fort impact social et environnemental.

L'objectif est de permettre à tous, quels que soient leurs parcours et leurs revenus, d'avoir accès à des services de qualité en lien avec leurs besoins essentiels : éducation, logement, inclusion sociale, insertion professionnelle, accès aux soins...

Partenaires

- Ville de Rouen
- Métropole de Rouen
- CPH de l'agglomération de Rouen
- FTM et Résidences sociales de l'agglomération de Rouen
- Club de football
- Club de pétanque
- Missions locales

Contacts

Nicolas Boulay - Responsable du dispositif
Tel. 06 44 85 15 70

Juliette Picory - Educatrice sportive
Tel. 06 41 28 95 70



Air - Sport et Culture

Contribuer l'insertion sociale des bénéficiaires d'une protection internationale par la pratique sportive et l'accès à la culture.

Dans le cadre du dispositif Air - Sport et Culture, l'établissement Ensemble – Groupe SOS Solidarités intervient auprès de structures accompagnant et/ou hébergeant des bénéficiaires d'une protection internationale afin de promouvoir la pratique sportive et l'accès aux dispositifs culturels sur la Métropole de Rouen.

Le déploiement du dispositif a consisté en deux étapes.

- Premier temps : communication sur la mise en œuvre du projet et la création de partenariats (clubs sportifs, municipalités, métropole, salles de spectacles, théâtres..)
- Second temps : l'éducatrice sportive intervenant sur le dispositif a animé des ateliers sportifs (basket-ball, football, course à pieds, pétanque, musculation..) et a organisé des visites culturelles (centre historique de Rouen, ateliers au sein de bibliothèques, visite de musées, visite de salle de concert..).

Pour les BPI qui le souhaitent, des relais sont organisés vers des clubs sportifs et des tarifs préférentiels sont négociés pour une pratique plus régulière.

Du 01/12/2018 au 28/02/2019, près de 30 BPI ont intégré le dispositif et ont participé à de multiples ateliers sportifs et culturels (visite du musée des Beaux-Arts, visites du centre historique de Rouen, visite d'étonnement, etc..).



www.accueil-integration-refugies.fr

